

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 14 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) A l'Huma...
- 2) Financement !
- 3) Ne doit pas se...
- 4) La bonne voie selon ??
- 5) Le salon de la femme musulmane
- 6) Encore une taxe...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) A la Fête de l'Huma, le Front de gauche se "dé-compose"



Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent, le 21 février 2012. (Jacques Brinon/AP/SIPA)

Pour la Fête de l'Humanité, grand rassemblement de la gauche, Jean-Luc Mélenchon et les communistes, hier alliés, se parlent mais avancent aujourd'hui séparément.

C'est un petit détail qui en dit long. À l'heure d'inaugurer vendredi à la Fête de L'Huma le stand du Front de gauche, un homme manquait. Alors que Jean-Luc Mélenchon et les autres donnaient le change en multipliant les sourires, le patron du PC, Pierre Laurent, préférait accueillir les familles des victimes de la tuerie de Charlie Hebdo. Pas d'université d'été commune, pas de meeting de rentrée commun. Rien. "Petit à petit quelque chose a déperlé. On a dilapidé la dynamique de 2012. Nous sommes dans une phase de décomposition. La situation est ubuesque", se lamente Clémentine Autain, d'Ensemble!, l'une des figures du Front de gauche. Alors que les élections régionales se profilent, le parti de Mélenchon, le Parti de gauche (PG), semble, il est vrai, plus enclin à s'allier avec les écologistes qu'avec les communistes.

"Toutes les régions ont besoin d'une liste Front de gauche. Nous diviser serait une erreur. Parfois, chez Mélenchon, on nous soupçonne de mollesse avec le gouvernement, mais eux passent des accords avec les écologistes qui ont voté à 80% les lois du gouvernement", pointe Pierre Laurent. Sa candidature en Île-de-France concentre les tensions qui traversent le Front de gauche. "Si tout le monde veut mettre sa tête dans le nœud coulant... Après, ils viendront pleurer", se désole Mélenchon en pensant à cette région. Il regarde pourtant ce rendez-vous des régionales avec une certaine gourmandise. En cas d'alliances larges, comme en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, il rêve de passer devant le PS. "C'est le but", confirme-t-il. Les deux semaines qui viennent s'annoncent donc décisives. Union ou dispersion? "Tout le monde retient son souffle", admet Jean-Luc Mélenchon.

"Non à la camisole de force"

Samedi, Pierre Laurent a prononcé son traditionnel discours devant ses partenaires de gauche. Benoît Hamon, d'autres frondeurs socialistes et Mélenchon étaient assis au premier rang. La Verte Emmanuelle Cosse, elle, n'a pas trouvé le temps d'écouter le discours, mais était bien là à la fin de celui-ci pour saluer le dirigeant le communiste.

L'unité de cette gauche aura duré le temps d'une photo. "Le paradoxe, c'est que les forces disponibles pour faire une autre politique grandissent, mais elles n'arrivent pas à s'additionner", constate Pierre Laurent. "Le rétroplanning de la présidentielle nous empoisonne", soupire Clémentine Autain. "Il y aura un candidat Europe Écologie-Les Verts à la présidentielle, ce n'est pas une raison pour ne pas avoir de liste commune aux régionales", note-Mélenchon, qui semble déjà anticiper un éparpillement en 2017.

"Le pays a un fond insurrectionnel. Nous ne pouvons être victimes que de notre bêtise", renchérit Mélenchon. "Je le dis à Cécile Duflot, à Benoît Hamon, à Emmanuelle Cosse, nous devons nous engager dans un processus commun", insiste Pierre Laurent. Comment faire pour éviter l'éparpillement en 2017? "Doit-on organiser une primaire de la gauche anti-austérité? C'est un débat qu'il faut ouvrir", avance-t-il prudemment. "Personnellement, j'y suis favorable", dévoile Autain. "Mélenchon pense que tout le monde va s'unir derrière son panache blanc. Il a l'air de ne pas vouloir s'emmerder avec une primaire", confie un dirigeant du Front de gauche.

Pendant ce temps-là, depuis son stand, Mélenchon débat de son plan B pour l'Europe, avec le Grec Varoufakis à ses côtés. "L'Union européenne est un cadavre politique, lance-t-il. Ce n'est pas de l'euro dont il faut sortir, c'est de la camisole de force globale dont l'euro est la fermeture Éclair", poursuit-il. "Le scénario de la sortie de l'euro n'est pas efficace. Ne cultivons pas l'ambiguïté dessus", rétorque Laurent. À distance.

Arthur Nazaret - Le Journal du Dimanche

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Comment le gouvernement compte renflouer les chaînes publiques

Par latribune.fr



L'idée de taxer les ordinateurs, tablettes et smartphones n'a pas été définitivement écartée par la ministre de la Culture Fleur Pellerin. (Crédits : Reuters)

Le gouvernement a choisi de taxer davantage les fournisseurs d'accès à internet. Très décriée, la possibilité d'un retour de la publicité après 20 heures sur les chaînes publiques a été écartée.

Dans le JDD, dimanche 13 septembre, la ministre de la Culture Fleur Pellerin a fait une série d'annonces, au terme d'un arbitrage interministériel de plusieurs semaines, pour renflouer l'audiovisuel public en 2016.

Une redevance contenue à 1 euro

"J'ai proposé que la redevance (136 euros actuellement, ndlr) reste limitée à l'inflation (...). La hausse sera donc contenue à 1 euro seulement en 2016. C'est la plus faible augmentation depuis 2008", a indiqué la ministre.

La taxe des opérateurs d'accès à Internet à 1,2%

"En complément, nous augmenterons à la marge la taxe que paient les opérateurs d'accès à Internet" -- comme Bouygues, SFR, Orange et Free, ndlr -- "qui passera de 0,9% de leur chiffre d'affaires à 1,2%. Cette fraction des recettes sera affectée de façon pérenne à l'audiovisuel public", a ajouté Fleur Pellerin.

Pour rappel, la "taxe télécoms" de 0,9%, dite "taxe Copé", avait été instaurée en 2009 par le gouvernement Sarkozy pour financer France Télévisions, en compensation de la suppression de la publicité après 20 heures. Mais ses recettes -- de l'ordre de 200 à 300 millions d'euros par an

--n'étaient pas affectées directement au secteur et se perdaient dans le budget de l'Etat. Porter cette taxe à 1,2%, et affecter ces 0,3 point supplémentaires à l'audiovisuel public rapportera plusieurs dizaines de millions à France Télévisions ou Radio France, déficitaires cette année de respectivement 10 et 21 millions d'euros.

Et selon Fleur Pellerin, les fournisseurs ne répercuteront pas cette hausse sur les consommateurs car "la concurrence sur les prix est forte dans ce secteur et les Français changent facilement d'opérateur".

Pas de retour de la publicité après 20 heures sur France Télévisions

La ministre de la Culture a aussi annoncé que le retour de la publicité sur France Télévisions après 20 heures n'est plus à l'ordre du jour.

"C'était une possibilité. Mais j'ai à cœur de ne pas déstabiliser les autres médias". "Les chaînes privées doivent avoir les moyens de contribuer au pluralisme de l'information et à la création, notamment au financement du cinéma", a-t-elle expliqué.

Cette possibilité avait été vivement critiqué par les médias privées et les réalisateurs.

Une taxe sur les ordinateurs et smartphones ?

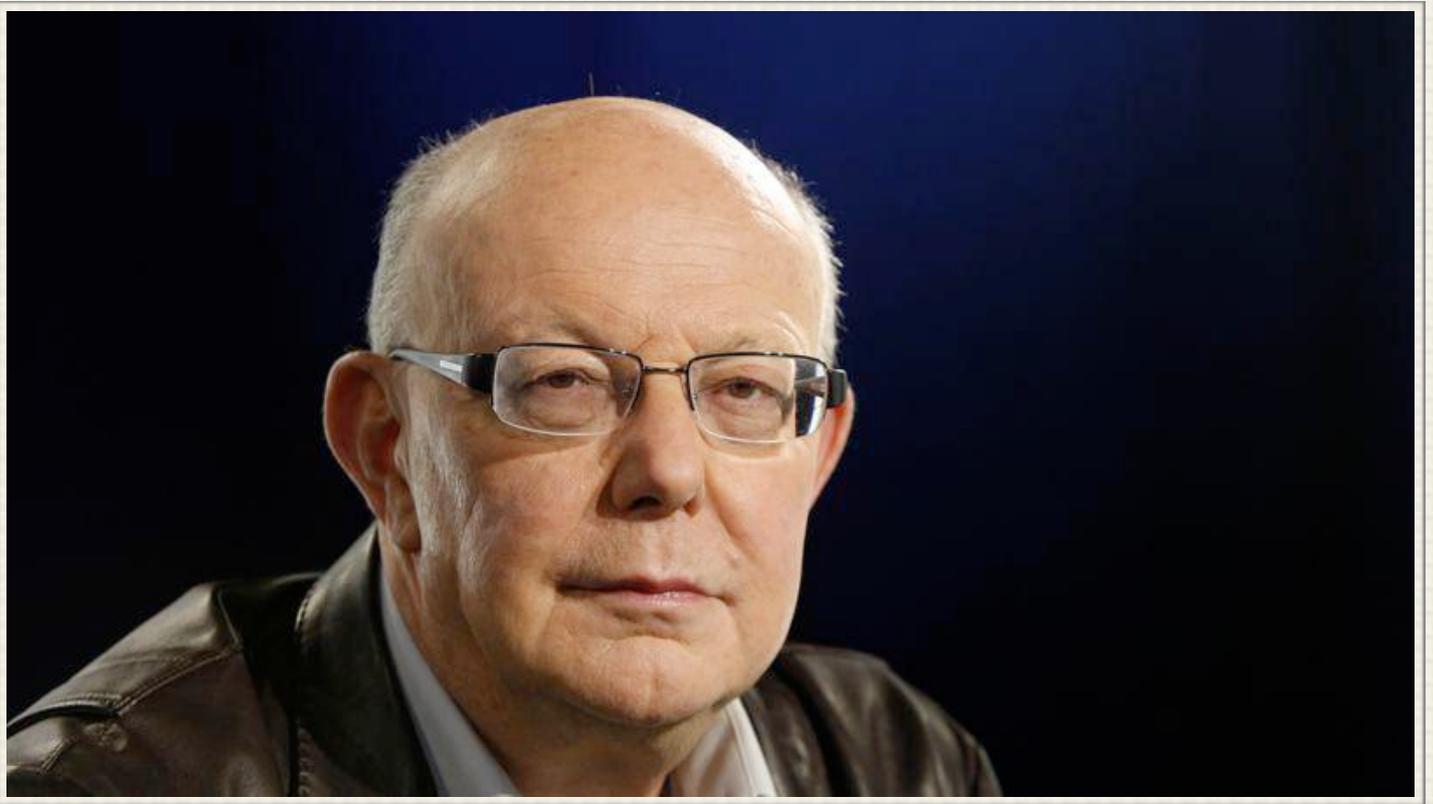
Interrogée sur l'idée de taxer les ordinateurs, tablettes et smartphones, elle n'a pas écarté définitivement l'idée mais jugé qu'"il faudra s'interroger dans le futur sur une réforme plus globale, adaptée à ces nouveaux usages".

(Avec AFP) - latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Jean-François Kahn : «François Hollande ne doit pas se représenter»

Alexandre Devecchio



FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de la sortie de son dernier livre, *L'ineffaçable trahison*, Jean-François Kahn analyse la recomposition du paysage politique français. L'essayiste appelle à une alternative pour sortir de la double impasse sociale-démocrate et libérale-conservatrice.

Jean-François Kahn est un journaliste et écrivain français, historien de formation. En 1984, il crée L'Événement du jeudi puis, en 1997, l'hebdomadaire d'information Marianne dont il est le directeur jusqu'en 2007. Son dernier livre, *L'ineffaçable trahison*, vient de paraître chez Plon.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE DEVECCHIO @AlexDevecchio

Votre dernier livre s'appelle *L'ineffaçable trahison*. En quoi François Hollande a-t-il trahi ses électeurs?

Il ne s'agit pas d'un jugement, mais d'un constat. Je mets de côté ma propre subjectivité. Sur le fond, on peut tout à fait considérer que François Hollande a agi dans l'intérêt de la France, que les débordements lyriques du Bourget étaient dangereux, et qu'il a bien fait d'oublier ses promesses. Il n'en reste pas moins qu'il a trahi ses engagements et que cela aura un impact ineffaçable sur les esprits. Pour ne parler que des mesures économiques, la politique de l'offre, qui a débouché sur le pacte de compétitivité, est

l'antithèse absolue du programme économique de François Hollande et se situe aux antipodes du discours socialiste. La trahison est d'autant plus violente que François Hollande ne l'assume pas. Au contraire, le président de la République clame qu'il a tenu ses promesses. Cela aura des conséquences délétères.

En 1958, le général de Gaulle est appelé pour sauver l'Algérie française et sera l'homme de l'indépendance, François Mitterrand renoncera au programme commun pour le tournant de la rigueur en 1983, Jacques Chirac reniera la fracture sociale pour entrer dans les clous des critères de Maastricht, Nicolas

Sarkozy liquidera ce qui restait du gaullisme à droite ... La trahison politique n'est-elle pas une vieille tradition de la Ve République?

Le général de Gaulle ou François Mitterrand ont fait la pédagogie de leur changement de cap. Le général de Gaulle du «Je vous ai compris» a assumé sa trahison si bien que celle-ci est aujourd'hui considérée comme une preuve courageuse de lucidité. Ce revirement aura eu néanmoins de lourdes conséquences. Pour des centaines de milliers de pieds-noirs, la cicatrice ne s'est toujours pas refermée. En ce qui concerne François Mitterrand, il applique quatre-vingt-dix de ses cent-dix propositions et ce n'est qu'au bout de trois ans qu'il prend le tournant de la rigueur. Et François Mitterrand a lui aussi assumé et expliqué ce choix qui s'est traduit par la démission du Premier ministre Pierre Mauroy et la nomination de Laurent Fabius à Matignon en 1983. François Hollande, lui, n'assume pas. En niant sa trahison pourtant flagrante, François Hollande ajoute de la trahison à la trahison et peut postuler au Guinness du retournement de cravate. La confusion est d'autant plus grande que la droite se trahit elle aussi. En effet, la volte-face de François Hollande aurait pu avoir une conséquence: l'approbation par la droite de ce qu'elle n'avait cessé de préconiser et même d'exiger. Mais non: dès lors qu'on lui piquait ses présumées convictions, celle-ci, se déjugeant à son tour, entreprit illico de brûler ce qu'elle avait feint d'adorer! On peut le voir par exemple avec la loi Macron qui n'est rien d'autre qu'une reprise du rapport Attali commandé par Nicolas Sarkozy. La trahison est totale, générale. Double et négatrice d'elle-même.

François Hollande est considéré comme le fils spirituel de Jacques Delors. Il a toujours été libéral et européen. S'il a trahi son discours du Bourget, n'est-il pas finalement resté fidèle à lui-même?

Le discours du Bourget, au-delà de la célèbre phrase, «mon ennemi, c'est la finance», est du Mélenchon dans le texte. Lorsqu'il le prononce, François Hollande est peu à peu rattrapé par Nicolas Sarkozy dans les sondages. On peut imaginer que son texte lui a été soufflé par des conseillers avisés. Mais jamais il ne le ressent. Lorsqu'on connaît son parcours et ses idées, il est clair qu'il est à des années-lumière de ce discours. Et aujourd'hui, il fait, en effet, une politique dictée par les exigences de la finance. Une politique incontestablement fidèle à ce qu'il est. Il n'empêche que les Français ont retenu son

discours et voté en fonction de celui-ci. C'est ce qui compte.

Vous parlez de «trahison ineffaçable»... Dans ces conditions, François Hollande doit-il et peut-il se présenter à sa propre succession?

Sondage après sondage, François Hollande subit un profond rejet. Nicolas Sarkozy est également rejeté. Et enfin Marine Le Pen ne fait pas consensus. Pourtant, les Français semblent condamnés à choisir entre ces trois rejets. Entre Hollande, candidat coopté par le petit clan hollandais... et par Nicolas Sarkozy. Entre Sarkozy, candidat coopté par le petit clan sarkozyste... et par François Hollande. Les deux se confortant l'un l'autre. Marine Le Pen cooptée par elle-même... et par les deux autres qui en ont besoin comme faire-valoir en espérant qu'elle éliminera leur challenger. La détestation que suscite chacune de ces personnalités constitue, en fait, la seule chance de leur concurrent. Après beaucoup d'hésitations, les gens vont être obligés de choisir de voter contre le rejet le plus fort. C'est encore pire que voter par défaut. Passé l'état de grâce, même les présidents élus avec une popularité forte, Nicolas Sarkozy en 2007, chutent dans les sondages. Quelqu'un qui serait élu dès le départ avec 70% de Français contre lui court nécessairement à la catastrophe. Quel que soit le vainqueur, la situation sera tragique. Aucun patriote, même s'il apprécie beaucoup François Hollande ou Nicolas Sarkozy, ne peut souhaiter pareil scénario. Dans les milieux journalistiques, personne ne doute que François Hollande se représentera. J'en suis moins convaincu. Si les sondages continuent de montrer qu'il ne sera pas au second tour, la pression des élus, qui voudront sauver leurs postes, sera telle qu'ils peuvent le convaincre de ne pas se représenter.

La trahison de François Hollande traduit-elle plus largement celle de la social-démocratie?

La social-démocratie, au nom de la modernité, s'est convertie au néo-libéralisme au moment où celui-ci était remis en cause après la crise de 2008. Notre vie politique en France a été structurée durant tout le XIX siècle entre les partisans de la monarchie absolue et les partisans de la monarchie constitutionnelle, ce qui a débouché sur l'opposition entre légitimiste et orléaniste. Et les orléanistes ont apporté beaucoup de progrès, y compris le libéralisme dans ce qu'il a de meilleur. Cependant, celui-ci a fini par être profondément déconnecté de la vie économique, sociale et culturelle. Au début du XXe siècle, des

forces nouvelles sont nées: les Républicains, les socialistes et même les fascistes. Nous sommes en train de vivre une mutation comparable aujourd'hui. Après la guerre, la vie politique française a été structurée par l'opposition entre la droite libérale-conservatrice et la gauche social-démocrate. Cela a beaucoup apporté. Cependant aujourd'hui, cette structuration politique est déconnectée de la réalité d'un chamboulement incroyable. Nous vivons des bouleversements inédits: fanatisme religieux, mouvements de migration à l'échelle planétaire, mondialisation de l'économie. Il faut répondre à ces nouveaux défis avec de nouveaux logiciels plus adaptés. Les peuples l'ont compris et cherchent une alternative à tout prix. Pour le pire et pour le meilleur. Ils votent pour le FN en France, pour Syriza en Grèce, pour Podemos en Espagne, pour Donald Trump aux Etats-Unis, mais aussi pour un clown en Italie et au Guatemala. En Angleterre, pays de tradition libérale, le socialiste Jeremy Corbyn est en passe de prendre la tête du parti travailliste, le parti de Tony Blair! La social-démocratie échoue partout sans exception. Je suis frappé que la presse de gauche ne fasse pas l'analyse de l'ensemble des pays où on assiste à une chute de celle-ci, y compris aux Etats-Unis où Hillary Clinton est concurrencée sur sa gauche par le sénateur indépendant Bernie Sanders. Un trotskiste du point de vue américain!

Le clivage droite-gauche est-il en train de disparaître au profit du clivage élite/peuple comme l'explique Jérôme Sainte-Marie dans son dernier ouvrage: Le nouvel ordre démocratique ?

Le clivage gauche/droite n'a pas disparu. En revanche, la définition de la droite et de la gauche est remise en cause. Toute une fraction de la gauche ne se reconnaît absolument pas dans le PS tel qu'il est. De même, toute une partie de l'électorat de droite ne se reconnaît pas dans les Républicains. A partir de là, il est vrai qu'un autre clivage peuple/élite se dessine. En outre, il y a une fracture culturelle. Aujourd'hui, ce qu'on appelle le peuple (ouvriers, employés, petits artisans et commerçants) ne se reconnaît plus du tout dans la culture des élites. Autrefois, le peuple lisait Maupassant, Victor Hugo, allait voir les mêmes films et les mêmes pièces de théâtre que les élites. Des tribunes libres de Libération, écrites dans un sabir qui lui est étranger, aux sculptures d'Anish Kapoor, aujourd'hui, le peuple n'adhère plus à la culture des élites. Cela ne veut pas dire que le peuple est inculte, au contraire... Il se construit une contre-culture qui lui est propre.

Jacques Sapir évoque une union des «Fronts de libération nationale» qui uniraient l'ensemble des forces de droite et de gauche s'opposant à l'euro, y compris le FN. Partagez-vous son point de vue?

Ce type de convergences objectives a existé dans le passé, notamment dans les années 30, entre une extrême droite, déjà profondément antilibérale, et une fraction de l'extrême gauche. Personnellement, je n'y adhère pas du tout. Mais cette union se réalise de manière spontanée. Il suffit de regarder la carte électorale. Dans tous les anciens fiefs emblématiques du communisme ou de la gauche socialiste, là où étaient élus Jaurès et Maurice Thorez, le Front national est à 35 ou 40%. Cette convergence entre une sensibilité profondément à gauche et une extrême droite antilibérale se fait déjà dans les urnes. Si on n'oppose à cela que le vieux moulin à prières social-démocrate, qui ne correspond plus à aucune réalité, ou le vieux moulin à prière libéral-conservateur, qui ne correspond plus à aucune réalité, ce phénomène va s'accroître. D'où la nécessité à droite et à gauche, la nécessité vitale de reformuler le logiciel et d'offrir aux électeurs une véritable alternative.

Alors, quelle forme la recomposition que vous appelez de vos vœux pourrait-elle prendre?

Le système qui a mis l'Etat au centre de tout sous toutes ses formes a fait faillite. De même, le système qui a mis l'argent au centre de tout est en train de faire faillite. Il faut reconstruire un système qui met l'humain au centre de tout et qui intègre le meilleur du libéralisme et du socialisme. Le problème est que nos institutions nous en empêchent. Le scrutin majoritaire à deux tours est un carcan terrible. Un carcan qui empêche toute alternative jusqu'au moment où il va craquer. En Russie, le tsarisme autocratique empêchait tout jusqu'en février 1917. Si nous ne parvenons pas à desserrer ce carcan institutionnel, il va exploser. La question est de savoir sur quoi cela peut déboucher...



Alexandre Devechio
Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @AlexDevechio

IV) Christine Lagarde juge la France sur la bonne voie

PARIS (Reuters) - La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a jugé dimanche la France "sur la bonne voie", dans une interview diffusée par France 2, mais elle a engagé le gouvernement actuel à poursuivre les réformes.

Christine Lagarde prédit une croissance économique française supérieure à 1%, conformément aux prévisions du FMI en mai pour 2015, mais inférieure à 2%.

L'ancienne ministre des Finances de Nicolas Sarkozy a apporté au passage ses encouragements au ministre de l'Economie de François Hollande, Emmanuel Macron, dont elle a salué la loi pour l'activité et la croissance.

"Dès lors qu'elle envisage des réformes en profondeur, dès lors qu'elle fait preuve de discipline budgétaire intelligente, c'est-à-dire centrée sur la croissance, je pense que (la France) est sur la bonne voie", a déclaré Christine Lagarde.

"Mais il faut que ces réformes soient mises en oeuvre et de manière courageuse, rapide. J'ai été ravie de voir un Macron 1", a-t-elle poursuivi en faisant allusion à la loi en question. "J'espère qu'il y aura un Macron 2, un Macron 3, etc. La vie économique française a besoin de ce vent de réformes, de cette impulsion de réformes, et ça ne peut pas s'arrêter à Macron 1."

Pour la patronne du FMI, il faut "approfondir, aller plus loin, décrasser, simplifier".

Interrogée sur les prévisions de croissance du FMI concernant la France, elle a répondu : "On va réviser notre plan général de prévisions pour l'ensemble des pays. On sera au-delà de 1%, sans aucun doute, je ne pense pas qu'on soit à 2%."

Dans ses prévisions de mai, le FMI évaluait à 1,2% la croissance économique de la France en 2015 mais jugeait nécessaire de réduire la dépense publique et de faire de nouvelles réformes structurelles pour soutenir l'activité.

Christine Lagarde n'a pas voulu se prononcer sur la capacité de l'économie française à inverser la courbe du chômage dans les prochains mois.

"On ne sait pas de quoi sera faite la croissance", a-t-elle dit. "Ce qu'on peut constater aujourd'hui, c'est qu'il y a des vents quand même qui sont très favorables. Si le bateau France n'est pas capable d'ouvrir grand les voiles pour avancer sur ce chemin de croissance, c'est inquiétant."

"Mais le financement facile, le prix très bas des matières premières, plus un euro compétitif, il y a quand même trois facteurs très importants pour que ça avance", a-t-elle ajouté.

Elle a par ailleurs assuré avoir des relations "tout à fait cordiales" avec le successeur socialiste de Nicolas Sarkozy, François Hollande.

(Emmanuel Jarry)



V) Des Femen font irruption au Salon de la femme musulmane à Pontoise

Deux militantes du mouvement féministe Femen ont perturbé samedi soir un salon consacré à la femme musulmane à Pontoise (Val-d'Oise).

Source AFP Le point.fr



Peu avant la fermeture du salon, vers 20 h 30, « deux Femen sont montées sur la scène, habillées de djellabas qu'elles ont enlevées avant d'être prises en charge par le service de sécurité du salon et remises à la police », a indiqué une source policière.

Les organisateurs prêts à porter plainte



inna shevchenko @femininna
Personne ne me soumet, personne ne me possède, je suis mon propre prophète!
#femen #islam #religion #oppression
11:58 - 13 Sept 2015



Les deux femmes ont été « entendues samedi soir » et « nous allons poursuivre l'enquête et les auditions pour savoir ce qui s'est passé », a indiqué le parquet de Pontoise, précisant que leur garde à vue avait été « levée dans la nuit » et que les organisateurs du salon avaient annoncé leur intention de déposer une plainte.

D'après une vidéo postée sur Twitter, les deux militantes, vêtues d'une abaya noire, ont fait irruption à la tribune où parlaient deux hommes en qamis blanc, dans le cadre de la troisième édition de ce « salon au féminin » qui se tient samedi et dimanche au Parc des expositions de Pontoise, au nord de Paris.

Les « deux imams étaient en train de parler de la question de savoir s'il faut battre ou non sa femme », quand les deux militantes âgées de 25 et de 31 ans sont montées sur la scène, a raconté Inna Shevchenko, porte-parole des Femen à Paris.

Une pétition pour interdire l'événement

Elles ont crié, en arabe et en français, des slogans qui étaient également peints sur leurs seins et leur dos : « **Personne ne me soumet, personne ne me possède, je suis mon propre prophète** », a-t-elle ajouté, précisant que les deux jeunes femmes étaient d'origine algérienne et tunisienne.

Aussitôt, des « **sales putes, il faut les tuer** » ont fusé dans la salle et une « **quinzaine d'hommes ont sauté sur la scène et leur sont tombés dessus** », a poursuivi Inna Shevchenko, reconnaissante à l'égard de la police qui est intervenue très vite pour les protéger. Avant sa tenue, une pétition réclamant l'interdiction de la tenue de ce salon controversé avait recueilli près de 6 000 signatures sur le site change.org.

L'initiateur de la pétition dénonçait la présence parmi les invités de « prédicateurs fondamentalistes tels que Nader Abou Anas, connu pour avoir légitimé le viol conjugal et plus largement la soumission de la femme ». Le Parti des radicaux de gauche a également dénoncé la présence de tels prédicateurs.



VI) Audiovisuel : pas de pub après 20 heures, hausse limitée à 1 euro pour la redevance

Le Monde.fr avec AFP



Fleur Pellerin, à Paris, le 19 août. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Comment renflouer les caisses de France Télévisions ou de Radio France, déficitaires cette année de 10 millions et 21 millions d'euros ? Le gouvernement a, un temps, envisagé le retour de la publicité après 20 heures sur France Télévisions. Ce n'est finalement pas ce levier qui sera actionné. Dans un entretien accordé au Journal du dimanche, Fleur Pellerin, la ministre de la culture, exclut cette éventualité. Par contre, la « taxe télécoms » augmentera, tout comme la redevance audiovisuelle – quoique dans des proportions moindres.

Un euro de plus pour la redevance

Pour accroître les revenus de France Télévisions, « une solution aurait été d'augmenter la redevance de 4 euros : nous nous y refusons. Une telle décision aurait été incohérente, la politique du gouvernement visant, au contraire, à baisser les prélèvements », explique Mme Pellerin.

« J'ai proposé que la redevance [qui s'élève actuellement à 136 euros] reste limitée à l'inflation (...). La hausse sera donc contenue à 1 euro seulement en 2016. C'est la plus faible augmentation depuis 2008 », souligne la ministre. La redevance avait augmenté de 3 euros en 2015, de 2 euros en 2014 et de 6 euros en 2013.

Interrogée sur le principe de taxer les ordinateurs, tablettes et smartphones, auquel François

Hollande a dit qu'il n'est « pas favorable », elle n'écarte pas définitivement l'idée, mais juge qu'« il faudra s'interroger dans le futur sur une réforme plus globale, adaptée à ces nouveaux usages ».

Augmentation de la « taxe télécoms »

Delphine Ernotte, la nouvelle présidente de France Télévisions, réclamait une hausse de la redevance et l'extension de la publicité jusqu'à 21 heures. Elle verra finalement son ancienne entreprise, Orange France, appelée au secours de la nouvelle.

« Nous augmenterons à la marge la taxe que paient les opérateurs d'accès à Internet » – comme Bouygues, SFR, Orange et Free –, « qui passera de 0,9 % de leur chiffre d'affaires à 1,2 %. Cette fraction des recettes sera affectée de façon pérenne à l'audiovisuel public », ajoute Mme Pellerin.

La « taxe télécoms » de 0,9 %, dite « taxe Copé », avait été instaurée en 2009 par le gouvernement Sarkozy pour financer France Télévisions en compensation de la suppression de la publicité après 20 heures. Mais ses recettes – de l'ordre de 200 millions à 300 millions d'euros par an – n'étaient pas directement affectées au secteur et se perdaient dans le budget de l'Etat.

Selon Mme Pellerin, les fournisseurs ne répercuteront pas cette hausse sur les consommateurs, car « la concurrence sur les prix est forte dans ce secteur et les Français changent facilement d'opérateur ».

Pas de pub après 20 heures

A propos de la publicité après 20 heures sur les chaînes publiques, une hypothèse crainte par les chaînes privées, le ministre dit : « C'était une possibilité. Mais j'ai à cœur de ne pas déstabiliser les autres médias. (...) Les chaînes privées doivent avoir les moyens de contribuer au pluralisme de l'information et à la création, notamment au financement du cinéma », explique-t-elle.



A Suivre...
La Presse en Revue